

ETIENNE FATÔME
Professeur émérite
de l'Université Paris I
Panthéon – Sorbonne

8, allée des Passeroses
14000 Caen
Tel. 02 31 86 03 02
Fax. 02 31 86 69 05

CURRICULUM VITAE

Etienne FATÔME

Né le 15 avril 1943

Marié, trois enfants
8, Allée des Passeroses 14000 Caen

Docteur d'Etat en Droit Public, 1974
Agrégré de Droit Public et de Sciences Politiques, concours 1974

SPECIALITES

Droit des services publics
Droit public des biens
Droit de l'urbanisme

FONCTIONS ACTUELLES

Fonction universitaire

Professeur émérite de l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne,

Autres fonctions

Membre du Conseil d'Administration de l'Association Internationale de Droit de l'Urbanisme.

Membre du comité de rédaction du Bulletin de Jurisprudence de Droit de l'Urbanisme. (BJDU)

Membre du Comité Consultatif du Contentieux près la Ville de Paris

FONCTIONS ANTERIEURES

Fonctions universitaires

2003-2005	Membre du comité national d'évaluation de la recherche
2000-2009	Directeur du Master 2 Droit de la Construction, de l'Urbanisme et des Contrats
2000 – 2002	Directeur du Groupement de Recherche (GDR) « Droit comparé »
1998	Membre du jury d'agrégation de Droit Public.
1997-2009	Professeur à l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne
1975.1997	Professeur à la Faculté de Droit de Caen.
1996-1997	Chargé de mission auprès du Directeur chargé des relations du CNRS avec les Etablissements d'Enseignement Supérieur
1993.1996	Directeur du département « Sciences Juridiques, Politiques, Economiques et de gestion » de la Mission Scientifique et Technique du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche.
1988	Membre du jury d'agrégation de Droit Public
1987.1991	Membre du Conseil National des Universités
1986-1988	Consultant auprès du Directeur Général des Enseignements Supérieurs et de la Recherche
1984.1990	Président de l'Association des Directeurs d'I.P.A.G (1984-1986), Vice-Président (1986-1988), Trésorier (1988-1990)
1980-1994	Directeur de l'Institut de Préparation à l'Administration Générale de Caen.

Autres fonctions

Directeur adjoint du Groupement de Recherche sur les Institutions et le Droit de l'Aménagement, de l'Urbanisme et de l'Habitat (G.R.I.D.A.U.H.).

Directeur du Groupement de Recherche sur les Institutions et le Droit de l'Aménagement, de l'Urbanisme et de l'Habitat (GRIDAUH) 2011_2013

Président du Jury du concours externe d'entrée aux Instituts Régionaux d'Administration (1996-1998).

Membre du jury du concours de recrutement des Conseillers de Tribunaux Administratifs (1991-1992-1993-1997-1998-1999).

Membre du jury du concours de recrutement des Commissaires de la Marine, de l'Armée de l'Air, de l'Armée de Terre (1992-1994).

Membre du Conseil Supérieur des Tribunaux Administratifs et des Cours administratives d'Appel désigné par décision du Président de l'Assemblée Nationale (1994-1995-1996).

Consultant auprès de Voies Navigables de France.

Membre du Conseil Scientifique de l'Actualité Juridique Droit Administratif (AJDA)

Participation à des commissions et groupes de travail

1994.1995 Commission d'étude sur le développement du droit comparé en France (président R Badinter)

1999 Groupe d'étude sur l'amélioration des modalités d'appréciation de l'utilité publique des grands aménagements et équipements (président N Questiaux)

2004 Commission d'étude pour la continuité des services publics de transports terrestres des personnes (président D Mandelkern)

2005 Groupe de travail pour une meilleure sécurité juridique des autorisations d'urbanisme (président P Pelletier)

2007 Groupe de travail sur le droit de préemption (président JP Duport)

2012-2013 Groupe de concertation informel sur la réforme du code minier (président : Thierry Tuot)

Missions à l'étranger : Algérie - Argentine - Maroc - Tunisie - Turquie

DISTINCTIONS HONORIFIQUES

Chevalier de l'Ordre National du Mérite (1988)

Chevalier de l'Ordre des Palmes Académiques (1994)

Officier de la Légion d'Honneur (2009)

TRAVAUX ET PUBLICATIONS

Ouvrages

- L'U.R.S.S. et le droit de veto au sein du Conseil de Sécurité de l'organisation des Nations Unies, 1965 (Mémoire).
- Le Commonwealth, obstacle politique à l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché Commun, 1967 (Mémoire).
- Le pouvoir de réglementer l'utilisation du domaine public affecté à l'usage de tous – Recherches sur son fondement et son étendue, Thèse, Caen, 1974, 412 pages.
- Le certificat d'urbanisme, Paris, Sirey, 1982, 118 pages (avec Michel LEFONDRÉ).

Articles, notes et communications

- « Les conditions d'exercice du droit de préférence reconnu aux collectivités locales en matière de concession de plages », note sur C.E., Sect. 25 février 1985, Compagnie Hôtelière Maritime et Balnéaire, AJDA 1985, p. 440 (en collaboration avec Jacques MOREAU).
- « La nullité de conventions incompatibles avec les principes de la domanialité publique et les nécessités de fonctionnement d'un service public », note sur C.E., 6 mai 1985, Association Eurolat-Crédit foncier de France, AJDA 1985, p. 620 (en collaboration avec Jacques MOREAU).
- « Un aspect très critiquable du principe de non indemnisation des servitudes d'urbanisme », note sur C.E., 26 juillet 1985, Joly Daniel c. Ministre de l'Urbanisme et du Logement, AJDA 1986, p. 46.
- « Établissement public et service public – La dissociation entre la nature des établissements publics et celle des services publics gérés par ces établissements », AJDA 1986, p. 701 (en collaboration avec Jacques MOREAU et Jean-Louis NINU).

- « La tutelle technique en matière de marchés publics », Cahiers du C.F.P.C. n° 21 – Février 1987.
- Note sur C.E., 13 mars 1987, Mme Alepee-Fabre c. Commune de Boulbon, AJDA 1987, p. 559.
- « L'établissement public local – Unité et diversité des établissements publics locaux », AJDA 1987, p. 563 (en collaboration avec Jacques MOREAU).
- « L'indemnisation de la servitude résultant d'un projet de plan d'occupation des sols classant en zone constructible des terrains compris dans un lotissement », note sur C.E., 13 février 1987, M. Anrigo, AJDA 1987, p. 596.
- Note sur C.E., 6 mars 1987, Commune de Champigny sur Marne c. Société Air Liquide, AJDA 1987, p. 616.
- Note sur C.E., 4 juillet 1987, Berger, Dalloz 1988, p. 90 (en collaboration avec Jacques MOREAU).
- « L'établissement public territorial, mode de gestion d'un service public ? », AJDA 1988, p. 699 (en collaboration avec Jacques MOREAU).
- « L'intervention de l'État dans l'économie et les principes de la Révolution française de 1789 », Rapport au colloque organisé en septembre 1989 par l'Académie yougoslave des Sciences et Beaux-arts de Zagreb, La Révolution française, les droits de l'homme et la démocratie politique deux cents ans après (publié dans les éditions de l'Académie).
- « Réflexions sur les notions de travail effectué pour le compte d'une personne publique et de maître d'ouvrage », CJEG 1990, p. 119.
- « Les relations contractuelles entre collectivités publiques – L'analyse juridique dans le contexte de la décentralisation », AJDA 1990, p. 142 (en collaboration avec Jacques MOREAU).
- Note sur C.E., 20 juillet 1990, Ville de Melun et association « Melun Culture Loisir », JCP-G 1991, n° 21663.
- « Sécurité juridique des constructeurs et droit de l'urbanisme », Rapport introductif au colloque de l'Association Française de Droit de l'Urbanisme, Caen, 8-9 novembre 1990, Droit et Ville, n°31, 1991, p. 27.
- Note sur C.E., 8 février 1991, Région Midi-Pyrénées, JCP-G 1992, n° 21738.
- « Les problèmes posés par l'application de la loi Doubin dans les opérations d'aménagement foncier », Répertoire du Notariat Defrénois 1992, p. 146 (en collaboration avec Bruno CHEVREUX).
- Note sur C.E., 17 février 1992, Société Textron, Revue Administrative 1992, p. 523 (en collaboration avec Marie-Joëlle REDOR).

- « À propos de la distinction entre les établissements publics à caractère administratif et les établissements publics à caractère industriel et commercial », in Mélanges René Chapus, Montchrestien, 1992, p. 171.
- « Le contrôle des décisions de préemption par le juge judiciaire », Rapport aux journées annuelles de Droit Foncier organisées par l'Association Française de Droit de l'Urbanisme, LPA 22 juillet 1992, p. 6.
- « Les musées et l'idée de service public », in Droit des musées (Colloque avril 1993), Paris, Dalloz, 1993, p. 15.
- « La réforme des droits de préemption », Rapport au colloque organisé les 28 et 29 septembre 1992 par l'Institut des Études Juridiques de l'Urbanisme et de la Construction (I.E.J.U.C.) de l'Université de Toulouse, Droit et Ville 1994, n°35 p. 21.
- « Les participations : financement et maîtrise d'ouvrage des équipements publics », Rapport au colloque organisé les 19 et 20 novembre 1992 par l'Association Française de Droit de l'Urbanisme, Droit et Ville 1994, n° 36, p. 163.
- « L'urbanisme contractuel », AJDA 1993, n° spécial, pages 63 à 72.
- « La nature juridique des contrats d'aménagement », Moniteur des Travaux publics, 3 septembre 1993 (en collaboration avec Laurent RICHER).
- « La loi du 25 juillet 1994 : observations complémentaires », AJDA 1994, p. 780 (en collaboration avec Philippe TERNEYRE).
- « Bail emphytéotique, domanialité publique et financement privé d'un ouvrage public », note sur C.E., 25 février 1994, SA SOFAP Marignan Immobilier et autres, CJEG 1994, p. 569 (en collaboration avec Philippe TERNEYRE).
- « Nature et contenu du contrat d'aménagement », RDI 1994, p. 169 (en collaboration avec Laurent RICHER).
- « Le juge administratif et le développement du partenariat », in Le juge administratif à l'aube du XXI^{ème} siècle (rapport au colloque de Grenoble des 11 et 12 mars 1994, à l'occasion du 40^{ème} anniversaire des Tribunaux administratifs), PUG, 1995, p. 93 (en collaboration avec Marie-Joëlle REDOR).
- « Droits réels sur le domaine public de l'Etat : clarification ou multiplication des interrogations ? – Commentaire du décret n° 95-595 du 6 mai 1995 relatif à la constitution de droits réels sur le domaine public », AJDA 1995, p. 905 (en collaboration avec Philippe TERNEYRE).
- « La délégation de service public – Présentation », AJDA 1996, p. 571 (en collaboration avec Philippe LIMOUZIN-LAMOTHE et Jacques VIGUIER).
- « Le POS et les opérations d'aménagement », in Les nouveaux enjeux du POS : le plan d'occupation des sols après la réforme de l'urbanisme 1994-1995, EFE (diff. Litec), 1995.
- « La délégation de service public – Le nouveau cadre légal », AJDA 1996, p. 577.

- « Les droits conférés par le titre : objet et étendue du droit réel conféré à l'occupant du domaine public de l'Etat », JCP-N 1996, p. 1240
- « Le financement privé de la construction d'ouvrages publics, en particulier sur le domaine public – Commentaire de l'avis du 31 janvier 1995 des sections de l'intérieur et des travaux publics réunies du Conseil d'Etat », AJDA 1997, p. 126 (en collaboration avec Philippe TERNEYRE).
- « La concession d'aménagement et la loi du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville », in Annuaire français du droit de l'urbanisme et de l'habitat (n°1), Dalloz, 1997, p. 29 (en collaboration avec Michèle RAUNET).
- « Régie intéressée et maîtrise d'ouvrage publique – À propos de l'arrêt C.A.A. Paris 18 avril 1997, Compagnie générale des eaux », AJDA 1997, p. 492 (en collaboration avec Laurent RICHER).
- « Établissement public et service public », AJDA 1997, n° spécial, p. 96.
- « Quel est le propriétaire des ouvrages construits sur le domaine public ? – Note sous C.E., 21 avril 1997, Ministre du budget c/ Société Sagifa » RFDA, 1997, p. 935 (en collaboration avec Philippe TERNEYRE).
- « Le délai d'exercice du droit de préemption urbain », AJDI 1998, p. 10.
- « Conséquences de l'annulation de l'acte détachable sur un contrat de droit privé conclu par une commune », note sur Cour d'appel de Riom, 28 mars 1996 et C.E., 27 novembre 1996, Commune de Moulins, AJDA 1998, p. 161 (en collaboration avec Laurent LEVENEUR).
- « Les avenants », AJDA 1998 (Dossier Contrats : liberté contractuelle), p. 760.
- « Audaces et prudences en matière de responsabilité de la puissance publique », AJDA 1999, n° spécial, p. 94.
- « À propos de l'établissement public culturel, la création de nouvelles catégories », AJDA 2000, n° spécial, p. 153.
- « Le nouveau régime des ZAC », BJDU 2000, p. 394.
- « Les travaux sur existant. Les règles de fond », RDI 2000, p. 429.
- « Prise illégale d'intérêt et "conseiller intéressé" », Collectivités territoriales – Intercommunalité juin 2000, p. 4 (en collaboration avec Jacques MOREAU).
- « Opération d'aménagement et tissu urbain existant », in Annuaire français de droit de l'urbanisme et de l'habitat (n°4), Dalloz, 2000, p. 129 (en collaboration avec Jean-Pierre LEBRETON).

- « Qu'elle est la portée de la caducité d'une autorisation de lotissement ? (CE, 23 mai 2001) », BJDU 2001, p. 247.
- « La détermination du caractère des établissements publics. À propos de la décision du Conseil constitutionnel du 16 janvier 2001 « Loi relative à l'archéologie préventive » », AJDA 2001, p. 222.
- « Ordre public et domaine public », in L'ordre public : Ordre public ou ordres publics ? Ordre public et droits fondamentaux (Actes du colloque de l'Université de Caen des jeudis 11 et vendredi 12 mai 2000), Marie-Joëlle Redor (dir.), Bruylant, 2001, p. 187.
- « L'influence des évolutions européennes sur l'établissement public en France », Rapport au colloque organisé par la Fédération nationale des Offices d'HLM les 5 et 6 décembre 2000 à Paris, Cahiers du Gridauh (n°5), « L'Europe et l'habitat social », 2001.
- « L'apport en garantie des équipements publics », RIDC 2002, p. 61.
- « Quelle est la portée d'une décision de préemption exécutoire ? », note sur C.E., 15 mai 2002, Ville de Paris c. Association culturelle des Témoins de Jéhovah, BJDU 2002, p. 290.
- « À propos du rattachement des établissements publics », in Mélanges Jacques Moreau, Economica, 2003, p. 139.
- « Le retrait des certificats et autorisations d'urbanisme après la loi du 12 avril 2000 et l'arrêt Ternon », in Droit de l'aménagement, de l'Urbanisme de l'Habitat (DAUH), Le Moniteur, 2003, p 49 (en collaboration avec Michèle RAUNET)
- « Un arrêt d'un nouveau type : l'affaire Bour. Remarques sur les conséquences de l'annulation d'une préemption (C.E., 26 février 2003, Bour et autres) », BJDU 2003, p. 168.
- « Un triomphe de l'interprétation fonctionnelle ou comment devenir un organisme de droit public », CP-ACCP mars 2003, p. 63 (en collaboration avec Laurent RICHER).
- « La condition relative aux besoins satisfaits », CP-ACCP septembre 2003 (dossier Pouvoirs adjudicateurs) p. 38 (en collaboration avec Laurent RICHER).
- « À propos de l'apport en garantie des équipements publics », AJDA 2003, p. 21.
- « Plan local d'urbanisme et localisation des zones d'aménagement concerté », AJDA 2003, p. 365 (en collaboration avec Jean-Pierre LEBRETON).
- « À propos des bases constitutionnelles du domaine public », AJDA 2003, p. 1192.
- « À propos des bases constitutionnelles du domaine public (suite) », note sur Conseil constitutionnel, décision n° 2003-473 DC du 26 juin 2003, AJDA 2003, p. 1404.
- « Le Conseil constitutionnel et le « droit commun » de la « commande publique » et de la domanialité publique – À propos de la décision du Conseil constitutionnel n°

2003-473 DC du 26 juin 2003 », AJDA 2003, p. 2348 (en collaboration avec Laurent RICHER).

- « La « commande publique » et le domaine public devant le Conseil constitutionnel » commentaire de la décision n° 2003-473 DC du 26 juin 2003, RFDC 2003, p. 772 (en collaboration avec Laurent RICHER).
- « Plan local d'urbanisme et zone d'aménagement concerté », in Droit de l'Aménagement, de l'Urbanisme de l'Habitat (DAUH), Le Moniteur, 2003, p. 15 (en collaboration avec Jean-Pierre LEBRETON).
- « La découverte par le Conseil d'État du contrat de « simple organisation » du service public », CP-ACCP juin 2004, p. 74 (en collaboration avec Laurent RICHER).
- « Contrats de partenariat immobilier : réalisation, paiement, et statut des équipements et ouvrages », in dossier CP-ACCP septembre 2004, p. 24 (en collaboration avec Laurent RICHER).
- « Code de la construction et de l'habitation et code de l'urbanisme. Quels reclassements possibles ? », RDI 2004, p. 493
- « Contrat de partenariat et immeuble objet du contrat », Droit et ville 2005, p. 204.
- « Le statut des immeubles à usage de bureaux des personnes publiques après l'ordonnance du 19 août 2004 », AJDA 2005, p. 584.
- « La convention d'aménagement en transition », CP-ACCP avril 2005, p. 58 (en collaboration avec Laurent RICHER).
- « Faut-il supprimer la référence à la maîtrise d'ouvrage dans la définition du marché public de travaux ? », CP-ACCP juillet-août 2005, p. 63 (en collaboration avec Laurent RICHER)
- « Désaffectation et déclassement », in La circulation des propriétés publiques (Actes de colloque), JCP A, 23 octobre 2006, n° 43, p. 1371.
- « Concurrence et liberté d'organisation des personnes publiques : éléments d'analyse », AJDA 2006, p. 67 (en collaboration avec Alain MÉNÉMÉNIS).
- « Le régime juridique des biens affectés au service public. À propos de la décision du Conseil constitutionnel du 14 avril 2005 », AJDA 2006, p.178.
- « À propos de l'incorporation au domaine public », AJDA 2006, p. 292.
- « Questions sur les nouvelles concessions d'aménagement », AJDA 2006, p. 926 (en collaboration avec LAURENT Richer).
- « La consistance du domaine public immobilier : évolution et questions », AJDA 2006, p. 1087.
- « À propos des rapports entre domaine public et droit de l'urbanisme », in Mélanges Henri Jacquot, Presses Universitaires d'Orléans, 2006, p. 209.

- « La procédure de passation des concessions d'aménagement – Entre le décret du 31 juillet 2006, l'arrêt Auroux et le décret à venir », AJDA 2007, p. 409 (en collaboration avec Laurent RICHER).
- « Externalisation et protection des biens affectés au service public. Le point de vue d'un universitaire », AJDA 2007, p. 959.
- « Les occupations du domaine public constitutives de droits réels : la nécessité d'une nouvelle réforme après le Code du 21 avril 2006 ? », Rapport au colloque du 25 octobre 2007, Les collectivités territoriales et le Code général de la propriété des personnes publiques, organisé par la Faculté de droit d'Evry au Palais du Luxembourg.
- « À propos de la réglementation de l'occupation du domaine public après le code général de la propriété des personnes publiques », in Mélanges Daniel Labetoulle, Dalloz, 2007, p. 329
- « Les dérogations au principe d'inaliénabilité des biens du domaine public prévues par le Code général de la propriété des personnes publiques », Cahiers de droit de l'intercommunalité n° 2, Avril 2008, 7 (Dossier sur Les biens).
- « Les autorisations du domaine public : une réforme qui reste à faire », Lamy collectivités locales, juillet 2008, n°37, p. 73
- « L'évolution du régime des biens », Rapport in L'actualité des contrats de partenariats – Petits-déjeuners de l'Association pour le Droit Public de l'Entreprise (ADPE), 2 octobre 2008, Paris
- « À propos des contrats administratifs “recueillis et suivis par des personnes privées” », in Mélanges Yves Jégouzo, Dalloz, 2009, p. 455
- « L'exception d'illégalité des documents d'urbanisme après l'arrêt Commune de Courbevoie », BJDU n°1 2009, p. 2
- « Les établissements publics à caractère industriel et commercial et la tentation de l'abandon », JCP A, 2009, n°31, p. 40
- « À propos des règles de passation des contrats publics à objet à la fois immobilier et de travaux. Retour sur l'arrêt Jean Auroux », AJDA 2009 p. 1868 (en collaboration avec Philippe TERNEYRE)
- « Bref regard sur le domaine public naturel après le code général de la propriété des personnes publiques », AJDA 2009 p. 2326.
- « Quelle spécialisation pour les études juridiques ? », Rapport au colloque du 2 février 2010 organisé par le Cercle Georges-Dupuis, à Paris.
- « L'influence de la crise sur le droit de l'urbanisme », in Actes du colloque sur l'influence de la crise sur le droit immobilier du 23 octobre 2009, RDI janvier 2010, p. 8.

- « Questions sur l'avenir de l'établissement public. À propos du rapport du Conseil d'Etat », AJDA 2010, p. 1238 (en collaboration avec Xavier DOMINO, Yves JÉGOUZO, François LOLOUM et Olivier SCHRAMECK, propos recueillis par Jean-Marc PASTOR).
- « Naissance d'un nouveau bail emphytéotique administratif : le BEA de valorisation », in dossier Valorisation des biens publics : cession ou BEA ?, AJDA 2010, p. 2475 (en collaboration avec Michèle RAUNET).
- « Expropriation et contrat », in actes du colloque organisé à l'Université François Rabelais de Tours par l'AFDA, le 3 déc. 2010, sur « Le bicentenaire de la loi de 1810 sur l'expropriation ». JCP A, n°8, février 2011, 2076
- « Faut-il abandonner la théorie des biens de retour dans les délégations de service public ? », in Contrats et propriétés publics, Dir G. Glamour, 2011, p 217 (en collaboration avec P Terneyre)
- « L'arrêt d'assemblée du 19 juillet 2011, Mme Vayssière et le BEA », AJDA, 2011, p 2010 (en collaboration avec L. Richer)
- « Les enjeux du contentieux des autorisations d'occupation du domaine public », AJCT, 2012, p 186
- « Concessions de travaux et droit d'exploitation », AJDA, 2012, p 682 (en collaboration avec L. Richer)
- « Office public de l'habitat, entreprise sociale ? », AJDA, 2013, p 471
- « L'application dans le temps de la définition du domaine public posée à l'article L 2111-1 du CGPPP », AJDA, 2013, p 471 (en collaboration avec M Raunet et R Leonetti)
- Le statut des biens des délégations de service public », AJDA, 2013, p 724 (en collaboration avec Ph Terneyre)
- « La consistance du domaine public immobilier général sept ans après le CGPPP », AJDA, 2013, p 965
- « A propos de l'urbanisme de projet », BJDU, n°3, mai 2013, p 167
- « Droit de l'urbanisme et contrat » Mélanges L. Richer, LGDJ
- « Les promesses de vente de bien du domaine public sous condition suspensive de déclassement » AJDA 2014 p 961 (en collaboration avec Laurent Aynes et Michèle Raunet)
- « L'entrée de l'immeuble dans le domaine public » AJDA 2014 p 2457
- « Contrat et Urbanisme » Rapport de Recherche GRIDAUH décembre 2014. (en collaboration avec Rozen Noguelou).

- « Contrat à objet immobilier et de travaux » AJDA 2015 p 1577 (en collaboration avec Laurent Richer)
- « Le juge arbitre du bon goût en matière d'esthétique urbaine » note sur CAA Paris 5 janvier 2015 Ville de paris/Société des Grands magasins de la Samaritaine » AJDA 2015 p 947 (en collaboration avec Y Jegouzo)
- Rapport de synthèse du colloque « L'utilisation du domaine public » à paraître
- Le droit de l'urbanisme entre rigidité et souplesse » Mélanges J.P Lebreton, Cahiers du GRIDAUH 2015
- VEFA et marchés publics de travaux Le nouvel état du droit (en collaboration avec Laurent Richer) à paraître
- A propos des conditions d'entrée d'un terrain dans le domaine public (en collaboration avec R Leonetti) à paraître

Autres publications

- « Les établissements publics locaux », in Droit des services publics locaux, éd. du Moniteur, 1996 (en collaboration avec Olivier RAYMUNDIE)
- De 1996 à 2000, chronique annuelle sur les « opérations d'aménagement », in Annuaire français du droit de l'urbanisme et de l'habitat, Dalloz, et de 2001 à 2009 , chronique sur les « opérations d'aménagement », in Droit de l'Aménagement, de l'Urbanisme de l'Habitat, Le Moniteur (en collaboration avec Yves JÉGOUZO).
- Mise à jour annuelle des rubriques « Concession d'aménagement », « Effets et mise en œuvre du permis de construire », Droit de l'aménagement, Le Moniteur – Dalloz.
- Commentaire de l'avis du Conseil d'État, Section de l'intérieur et des travaux publics, n°356-960, du 31 janvier 1995, in Yves Gaudemet, Bernard Stirn, Thierry Dal Farra, Frédéric Rolin (dir.), Les grands avis du Conseil d'Etat (en collaboration avec Philippe TERNEYRE).
- « Le certificat d'urbanisme », Jurisclasseur collectivités locales (en collaboration avec Michel LEFONDRE).

